



Edith Papacsky que nous avons pu visiter le lieu de travail des derniers Huissiers de Justice au Tribunal de Budapest.

Aujourd'hui ce sont trois huissiers d'Etat qui officient pour le Tribunal soit deux fois moins qu'avant 1994. Deux grandes salles se joutent aux abords d'un profond couloir. L'une, meublée de longs bureaux en bois, est la pièce où travaillent nos trois huissiers. L'autre est le lieu de collecte et d'enregistrement des livres.

La procédure comprend quatre étapes essentielles :

- Les huissiers reçoivent le document du Tribunal.

- Ils dressent une liste selon le nom du débiteur en lui attribuant un numéro afin de répartir les adresses par département.

- Vient ensuite la phase d'enregistrement des livres.

- Puis les huissiers reçoivent le jugement.

Pour ce qui a trait au paiement, il existe trois sortes de salaires :

Le salaire de base, un pourcentage de 20 % de la base du salaire au prorata des opérations supplémentaires et enfin une prime d'ancienneté.

De janvier à septembre le nombre d'opérations traitées par huissier varie de 1000 à 1600. En outre le mode de paiement et de remboursement des frais varie d'un huissier libéral à un fonctionnaire.

Par exemple : pour un fonctionnaire le fait de se rendre sur place lui coûte 700 forints soit environ 42 francs (6 francs = 100 forints) non avancés mais remboursés. De même pour l'ouverture d'une porte chez un débiteur l'huissier doit faire l'avance des 5000 forints soit environ 300 francs remboursables *a posteriori*.



*La salle des registres du Tribunal où sont collectés les livres de comptes et les opérations effectuées par les Huissiers de Justice.*

The records room of the Court where the account books and a record of operations carried out by the bailiffs are kept.

Bref, la visite éclair à la recherche des derniers huissiers fonctionnaires du Tribunal dans l'ultime bastion communiste encore verrouillé a de quoi laisser songeur mais optimiste relativement à l'éradication spontanée d'un tel système. Bientôt nous ne parlerons plus de ces huissiers fonctionnaires que comme un lointain souvenir d'un temps dépassé !

## **Première assemblée générale des Huissiers de Justice Hongrois dans le bassin des Carpates.**

C'est au beau milieu de la chaîne de montagne des Carpates que la première assemblée générale des huissiers de justice hongrois libéraux s'est déroulée. Une véritable rencontre "au sommet" entre le premier président de la chambre nationale des huissiers de Hongrie, Me Miklos Krejniker, Huissier de Justice hongrois et la délégation de l'Union composée de Me Jacques Isnard, Président, et Me Baudoin Gielen, Secrétaire Général.

## **Généalogie de la corporation des Huissiers de Justice.**

C'est à travers un discours initiatique dans le dédale de l'histoire des Huissiers de Justice que Me Jacques Isnard rhéteur averti nous a conduits.

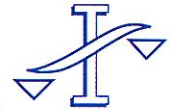
Mais au fond, que reste-t-il de ce passé vivant si ce n'est un avenir ouvert dans lequel le droit romain continue à exercer son hégémonie.

Personne ne conteste moins la nécessité d'un pouvoir juridique homogène que les Huissiers de Justice hongrois prêts plus que jamais à collaborer pour l'édifice d'une Europe Unie.

Quatre grands thèmes historiques essentiels sont passés en revue par Me Jacques Isnard :

- L'apanage à l'époque romaine, il y a déjà 15 siècles, de l'exécution confiée aux premiers Huissiers de Justice dits "Viatores", "Executores" ou plus tard au 4<sup>e</sup> siècle "Libellus", médiateur au service du Juge.





*Le discours inaugural de Me J. Isnard, président de l'Union Internationale des Huissiers de Justice, lors du premier congrès de la nouvelle Chambre Nationale des Huissiers de Justice hongrois.*

The inaugural speech of Mr J. Isnard, President of the International Union of Bailiffs, at the First Congress of the New Hungarian National Institute of Bailiffs.

- L'accroissement dans l'exercice des compétences de l'Huissier de Justice libéral habilité grâce au décret du 14 juin 1813 à exercer dans un office et à acquérir une compétence d'attribution pour exécuter des activités de fonctionnaire public.

- L'énumération des deux fondements sur lesquels reposent le statut de la fonction libérale de l'Huissier de Justice : d'une part,

le principe d'une double responsabilité à la fois pécuniaire pour ses propres fautes et pénale eu cas d'infractions commises par lui dans son activité ; d'autre part, la responsabilité de contrôle par le Parquet de l'activité de l'Huissier de Justice. Ainsi que la citation des différents domaines d'intervention de ce dernier.

- Enfin, la spécificité du diplôme de l'Huissier de Justice en France et en Belgique (4 ans après le baccalauréat) sans oublier le rôle moteur de l'Union Internationale et des pays adhérents dans le monde entier.

## **Questions au premier Président de la Chambre Nationale des Huissiers libéraux hongrois : Sur la voie d'une harmonisation des règles juridiques.**

**UIHJ Magazine** : Maître Miklos Krejniker, vous êtes le premier Président de la Chambre Nationale des Huissiers hongrois. Depuis quand date la création d'une Chambre Nationale, quelle est sa composition et enfin quels sont ses buts ?

**M. Krejniker** : Déjà en 1991, une Chambre des Huissiers a été créée, mais aussitôt réorganisée il

ya un an lorsque les huissiers sont redevenus indépendants. Effectivement, durant les 40 années passées, les huissiers fonctionnaires d'Etat n'ont pas eu l'opportunité de se regrouper en une Chambre. D'autre part, c'est une loi qui a créé la Chambre Nationale actuelle dont les huissiers sont les membres obligatoires. Le rôle de la Chambre est d'assurer la protection des droits des huissiers et de transmettre leurs problèmes vers le Ministère de la Justice et les Tribunaux. D'autre part, la Chambre Nationale juge de l'aptitude des candidats à la profession et en cas de procès contre un Huissier, elle doit le défendre.

Seulement nos premières expériences ne sont pas toujours favorables. Car en plus du travail de la Chambre, nous devons effectuer notre activité d'Huissier. C'est plus une lutte qu'un travail pour l'instant et en dernier lieu un honneur.

L'activité de la Chambre Nationale doit être acceptée par le Ministère de la Justice. En fait, c'est le Bureau du Comité qui élit les membres de la Chambre des Huissiers. Chaque membre a son propre bureau avec une seule secrétaire pour tous. Au sein du bureau il y a un président, deux vices-présidents et sept membres. Chaque département a un représentant, soit au total 40 représentants. Enfin, le bureau et le président sont élus pour 3 ans. Deux vices-présidents et deux vices-présidents adjoints assistent le président.

Il existe aussi un comité de trésorerie qui surveille les activités financières de la Chambre. Ainsi, les Huissiers ont l'obligation de payer les cotisations. C'est une somme mineure qui doit être majorée entre autre pour pouvoir payer nos cotisations dans le cadre de l'Union Internationale. Mais il faut attendre que le Forint devienne convertible.



*Les Huissiers de Justice hongrois ont participé massivement à leur premier congrès national.*  
The Hungarian bailiffs massively attended their first national congress.





**UIHJ Magazine** : Quels sont M. le Président les problèmes que vous rencontrez au sein de la Chambre Nationale et plus largement dans la profession ? Enfin quel est pour vous l'avenir interne et externe des Huissiers libéraux hongrois ?

**M. Krejniker** : Les problèmes sont souvent le fait d'une mauvaise application des lois par les Huissiers de Justice à l'exemple des saisies effectuées approximativement. Ainsi, l'Huissier est assuré obligatoirement pour les conséquences de ses actes en cas de malversations. C'est la condition "sine qua non" de l'exercice de son activité.

Quant à la politique externe de notre Chambre Nationale, elle consiste en premier lieu à proposer notre candidature à l'Union Internationale. Seulement, nos possibilités financières restreintes et les difficultés de la langue nous obligent à réduire nos ambitions. Nous espérons toutefois obtenir un contact étroit avec les organisations internationales.

Il faut rappeler qu'en Hongrie il n'y a que 180 Huissiers de Justice dont 6 femmes pour 10 millions d'habitants. Notre première étape est d'atteindre un total de 300 statuts.

En outre il est très difficile d'apprécier le nombre des actes depuis que le créancier doit avancer les frais de l'exécution. Environ 30% des créanciers n'avancent pas cette somme ou encore ils ne payent que 6 mois après. Cependant, on peut dire qu'en Hongrie le nombre des actes augmente chaque année. La preuve c'est que la procédure devient tellement onéreuse que les créanciers n'ont souvent plus assez d'argent pour financer.

Il faut savoir que le nombre d'actes est réellement en augmentation de l'ordre de 250.000 à 300.000 cas par an. Pourtant, pendant des années, jusqu'à la loi



*M<sup>e</sup> Isnard, Président de l'Union Internationale et M<sup>e</sup> Miklos Krejniker, docteur en droit, Huissier de Justice et Président de la Chambre Nationale des Huissiers de Hongrie.  
"Sur la voie d'une harmonisation des règles juridiques".*

From left to right : Mr Isnard, President of the International Union, and Mr Miklos Krajniker, Doctor of Law, Bailiff and President of the National Institute of Bailiffs in Hungary.  
"Towards humanizing legal regulations".

sur la libéralisation de la profession, les actes se sont accumulés en vain. Nous avons des données statistiques en provenance d'Autriche où ils ont un million d'actes chaque année. Chez nous, avec l'évolution de la vie économique, on suit le même itinéraire avec dans les deux années à venir, on l'espère un nombre de 300 Huissiers.

Mais un problème de fond se pose avec la nécessité parallèlement de réunifier le statut des Huissiers beaucoup trop décousu rassemblant aujourd'hui environ 3 ou 4 systèmes trop hétérogènes avec le système d'impôt de sécurité sociale ou des douanes.

Dans ces cas cités, ce sera un Huissier du Tribunal qui agira et on pourra peut-être atteindre un chiffre de 1.000 Huissiers ! Une telle entreprise ne peut être menée à bien que si le remboursement du système de sécurité sociale se fait par l'intermédiaire de l'Huissier de Justice.

Le problème majeur est l'inadéquation entre le nombre des Huissiers trop faible, le nombre de débiteurs surnuméraires souvent chômeurs et un système juridico-

judiciaire atomisé dont les sanctions inadaptées s'avèrent inefficaces à une bonne marche de l'économie. Pour preuve en Hongrie c'est la poste qui informe le débiteur et non l'Huissier malheureusement exempté de sa tâche traditionnelle de "médiateur-acteur".

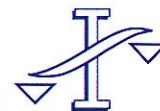
## **Conclusion : "De la fin de l'ancien Huissier d'Etat aux nouveaux Huissiers libéraux hongrois"**

Avant de quitter la Hongrie, nous avons été reçus par Mme la Vice-Ministre à la justice Edith Papacsy. L'Union Internationale a profité de l'occasion pour faire des propositions de collaboration avec le Ministère de la Justice hongrois.

Trois idées clefs ont été développées par M<sup>e</sup> Jacques Isnard :

- Une formation de recyclage des Huissiers de Justice hongrois





Entrevue au Ministère de la Justice avec Mme Edith Papacsky, Vice-Ministre à la Justice hongroise. Une rencontre riche de perspectives où Mme Papacsky sollicite l'aide de l'Union Internationale.

Interview at the Ministry of Justice with Ms Edith Papacsky, Hungarian Assistant Minister for Justice. A meeting which opened up new horizons, in which Ms Papacsky asked for the assistance of the International Union.

afin d'accroître leurs compétences.

- Le souhait d'association de la Hongrie depuis le Congrès de 1993 à Paris avec un projet de modification des conventions des actes avec la Hongrie dans une perspective européenne. La mise en relation avec des experts du Ministère de la Justice français est avancée.

- Expliquer que grâce à une parfaite organisation juridique, on peut éviter une justice illicite dite "mafieuse".

Mme Edith Papacsky en a pris note et accepte les propositions de l'Union Internationale. En Hongrie, nous dit-elle, il existe au Ministère un département d'harmonisation des lois hongroises aux normes européennes dont l'attribution a été donnée au Ministre de la Justice à l'issue d'un loi récente.

## "Les Huissiers de Justice libéraux hongrois ou les nouveaux leaders de l'Europe Centrale".

Mme le Vice-Ministre affiche une volonté d'intégration dans l'Union Internationale dès sa phase initiale. Mais les apports financiers du Ministère restent très modestes compte tenu d'une situation économique encore précaire. D'autant que le programme actuel de stabilisation économique va de pair avec une certaine réduction économique des budgets ministériels.

Bref, ce vent de réforme empêche malheureusement encore aujourd'hui au Ministère de la Justice de pouvoir accorder des aides financières aux experts de l'Union Internationale.

Cependant, M<sup>e</sup> Jacques Isnard réitère son projet d'association avec la Hongrie en l'expliquant sous une double forme :

- D'abord, la volonté de l'Union Internationale d'intégrer les experts hongrois sur les

réflexions touchant la procédure et l'exécution juridique.

- Enfin, une aide réelle pour la mise en place en Hongrie de structures nouvelles, notamment, en facilitant les échanges grâce à des stages en Belgique ou en France. Ainsi, il existe déjà un programme "FAR", déjà exploité par la Slovaquie qui dans le cadre européen facilite les aides aux anciens pays de l'Est.

En substance, l'entrevue entre les membres de l'Union Internationale et le Ministère de la Justice s'est soldé par un vif succès et une compréhension mutuelle. De même, les évocations du titre exécutoire européen (TEE) ainsi que du programme d'échange de données informatiques (EDI) dans la perspective d'un projet commun en Europe n'ont fait que souligner une fois de plus la nécessité d'une "coopération optimale" entre les membres de l'Union Internationale.

Tous nos espoirs sont aujourd'hui tournés vers la Hongrie qui a tous les atouts pour devenir le nouveau pays pilote de l'Europe Centrale.



De gauche à droite : M<sup>e</sup> B. Gielen, secrétaire général et M<sup>e</sup> J. Isnard, président. Un slogan sous la forme de trois propositions concrètes pour intégrer la Hongrie à l'Union Internationale : "Formation, association et organisation juridique".

From left to right : Maitre B. Gielen, Secretary-General, and Maitre J. Isnard, President. A slogan in the form of three practical proposals necessary for incorporating Hungary into the International Union : "Training, association and legal organization".







# *The Odyssey of the Hungarian Independent Bailiffs*



**From Wednesday October 4th to Friday October 6th, 1995, the International Bailiffs Union attended the first conference organized by the National Institute of the new Hungarian Independent Bailiffs.**

Mr. Jacques Isnard, President of the International Union, accompanied by the Secretary-General, Mr. B. Gielen, were happy to see that the liberalization of the profession of bailiff in Hungary went hand in hand with the profound political and social changes which had been taking place in the new Hungarian parliamentary democracy since 1990.

This was particularly so with the coming into force on 1st September 1994 of the new law on the liberalization of the profession of bailiff. At the turn of the century a writer noted so correctly in his diary : "If one travels from East to West, it is here in Budapest that one first feels the great spirit of the West. But if one travels from West to East, it is also here that one feels the great spirit of the East".

Let us note finally that the first breach in the Berlin wall was due to the initiative of the Hungarians, who, starting on 3rd May 1989, cut down 400 metres of "iron curtain" at the Austrian and Czechoslovak borders in full view of television cameras coming from all over the world. There can be no doubt therefore that legal discussions and inter-cultural exchanges are, at the dawn of the 21st century, more than ever sure of success, as is witnessed by our survey on the ground.

**Hungary:  
a modern, unique  
and cosmopolitan  
country.**

**Hungary : a history  
of 1100 years**

Geographically, where is Hungary ? Such is the first question that people often ask themselves and not unreasonably, for this Central European country, with Slovakia to the north, Croatia and Serbia to the south, Ukraine and Romania to the east and finally Austria and Slovenia to the west, is situated at the meeting point of diverse national cultures. The Hungarian language itself would appear to have a Finnish origin, going back to very distant invasions !

A lot of things happened in the Carpathian basin in the course of 1100 years. But while for more fortunate regions of the earth this time period enabled a certain continuity to be built up, in this country history witnessed much destruction.

It was in this region that some of the oldest remains of a prehistoric human being were found. The peoples who settled successively in the Carpathian basin left many traces behind them, whether they be the Avars or the peoples subject to the Roman Empire, which extended as far as the Danube. Only some centuries later did the history of the Hungarians begin, which has left us many architectural remains in







different artistic styles : Romanesque, Gothic, Renaissance, Baroque, Classical or Secession, the great "invention" of Central Europe.

In this way, through the innumerable monuments of different eras, we can go back in time and experience again the fascinating history of the Hungarian people. This first of all, in the Middle Ages with the independence of Hungary, then later the domination of the Ottoman Empire, finally the Hungarian state in full flight, freeing itself from the yoke of Austria to become a dual monarchy.

The romantic origins of the celebrated Great Plain of Hungary, the "PUSZTA", doubtless go back to the period of the migrations of the first Magyars, as they went from steppe to steppe. It is at any rate almost certain that from this region and this period can be traced the irresistible attraction which the rearing of horses has for the Hungarian people and also their particular gift for riding.

Finally, as the 20th century draws to a close, let us not forget the Hungarian drama of 1956, with the rioters of 23rd October demanding the departure of the Russian troops, toppling the statues of Stalin and acclaiming the new Prime Minister, Nagy, considered to be a liberal communist. But events took an ugly turn, when Nagy denounced the Warsaw Pact. From 4th to 8th November the Red Army broke the movement with much bloodshed, the new government headed by Koda dissolved the councils, while 200,000 refugees fled to Austria. Nagy, deported to Romania, was to be judged in secret and executed.

## **The Danube: a two-headed monster between East and West.**

When you first arrive on Hungarian soil, a feeling of recaptured time takes hold of you, something

between the tragic memory of a warlike past and the audacious hope for a peaceful future. The origin of Budapest, the legendary capital covering 525 square kilometres for a population of 2.5 million (the total surface area of Hungary being 93,000 km<sup>2</sup> for a population of 10 million, i.e. 111 inhabitants per km<sup>2</sup>) would seem to be the result of chance, as in the last century the area covered by the present city contained several towns and villages, each independent of the other.

It is here in Budapest that the famous, forceful two-headed monster, the Magyar Danube, governs the 25 kms of quays running from East to West, between Buda, synonymous with hills and last bastion of the fortified town, and Pest, the modern plain, looking to the West. Does not the writer Jules Romains say that, after London and Paris, the two river towns par excellence, Budapest with the Danube offers one of the most beautiful views in the world ?

As it flows along, Johann Strauss's "beautiful Blue Danube" crosses seven European countries before watering the three famous islands of Budapest : the small island of Obuda - half garden, half industrial centre, the daisy island with its superb Lovers' Park and the Csapel island with its vast industrial complex, its iron and steel works and its tanker port. So Buda and the old town of Obuda on the right bank are barely a third of the urban area, while Pest, the modern town on the left bank, alone makes up the remaining two thirds of the capital.

The residential quarters of the capital are to be found today in Buda, the former royal city, and on the site of the hunting grounds of feudal times. In the heart of Buda there is the imposing silhouette of the royal palace, in the so-called "palace" quarter, which formerly belonged to rich burghers and prelates, famous for the charm of its

medieval streets and Baroque town houses, with the "Fishermen's Bastion", one of the symbols of the town, and the Matyas Church with its coloured ceramic roof.

On the other bank of the Danube, the burgher town of Pest unfortunately often suffered from the invasions of foreign armies and from floods. The development of Pest and its construction date from the last century. It is today a favourite meeting place for fashionable artists and is the administrative, commercial and leisure centre of the capital. One must also mention the modernity of the public service network with the underground, buses, trolley buses and suburban trains sometimes spanning the six bridges of the Danube to delight the eye.

## **From the drawing up of the law on Hungarian Independent bailiffs to its implementation.**

### **Interview with the author of the law : Mr Vida.**

During the first congress of the New National Institute of Hungarian Bailiffs, we were fortunate enough to be able to interview Mr Vida, the instigator of the law concerning the privatization of the profession of bailiff. The task of revising the system required the drawing up of a new Code of Procedure, which was implemented on 1st January 1995, after forty years of socialist hegemony.

**UIJH Magazine:** You are the author of the law on the privatization of Hungarian bailiffs. What were the main steps taken and what were the difficulties met with during the three preparatory years ?







**Mr Vida :** First of all, the New Code was drawn up in collaboration with my colleague in the Ministry of Justice. The greater part of the codification was carried out by my colleague, whose Committee chairman I am.

The work was started in 1992 with the help of numerous individuals at various hierarchical levels : the public prosecutor's office, judges and a certain number of firms. The project was then, in 1994, submitted by the government to Parliament and on 6th April, following a vote, the law was passed with 204 votes for, none against and 2 abstentions.

Excellent preparation is what explains this success. The publication of the law is dated 8th May 1994, with implementation not taking place until 1st September. It was therefore at the beginning of September 1994 that the laws, such as the liberalization of bailiffs' fees, were ratified. Finally the new organization was set up on 1st January, 1995.

With regard to difficulties, these were the result of the unwieldy legacy of the old execution procedures which for more than 40 years had been based on the socialist system. And then the bailiffs had been directly bound to the judge.

In changing the execution procedures, the laws laid down by the UNO had in particular to be taken into account. In other words, one had to ask oneself the question of on what basis an execution case might be brought before the courts.

Today, with the new codification, we share the spirit of the Lugono Decree. In practical terms, the most important sales are sales by auction, whereas before everything was sold through other channels.

But the most important change is that since one year the bailiffs have become a self-governing profession, i.e. free, with a profes-

sional code regulating both the procedure and the system.

**UIHJ Magazine :** Historically did independent bailiffs exist before in Hungary and, more generally, do you think that our country has taken the lead among Eastern European countries ?

**M. Vida :** In fact from 1871 to 1955 there was a law giving professional status to Hungarian bailiffs. However, between 1950 and 1955 it could no longer be said in the strict sense that bailiffs were really free. With regard to the role of our new legislation as a model, I would not venture an affirmative answer to your question. All I can say is that we have tried to put together a law capable of promoting a united Europe, in which we hope to participate actively.

**UIHJ Magazine :** You have worked in collaboration with the International Union of Bailiffs. What did you think of the help it provides ?

**M. Vida :** The International Union plays a very important role in our lives. Since 1993 I have been in very close contact with Maitre Gielen, although we have had talks even further back than this. We have been provided with laws, decrees and theoretical work by the Western countries. Our contacts with the International Union are positive and, as regards our development, we owe them a lot. On our side, we have already been to Paris to get some idea of our colleagues' activities.

It may be said that the first, theoretical phase of the law is completed. But the second period involving its implementation is now beginning. Unfortunately, the authorities are not always aware of the work to be done in this area.

In short, according to Mr Vida, author of the law, the independent Hungarian bailiffs form part of a "historic continuity". Admittedly

legal history has its own cultural vagaries and legal cycles depend as much on the spirit of the legislator as on the natural environment. But, as Montesquieu says, "relations between men are dependent upon the spirit of the law". It is in this spirit of the continuity of the law that Mr Vida asks for the assistance of the International Union, in the area of professional training and in improving the expertise of the Hungarian independent bailiff.

## From the town to the country bailiff

In the company of the Vice-President of the Hungarian National Institute of Bailiffs, Mr Farenc, the team of the International Bailiffs Union visited two very different bailiff firms : a modern one in Budapest and a more rural style one in Esztergom, near the Slovak border. Mr Jacques Isnard, President of the International Union, and Mr Baudouin Gielen, Secretary-General, noted the obvious liberalization of the Hungarian Bailiff profession.

## More financial and legal responsibilities, more flexibility and rising incomes.

Due to the mediation of the Vice-President, Mr Farenc, we met Mr Jobai Gabor, 33 years old, independent bailiff in the 2nd and 12th districts of Budapest. Mr Jobai Gabor started practising in 1988 in the 8th district, which was poorer than the two previously mentioned. His university training was unusual : "After matriculating, I wished to become a teacher of Hungarian and Portuguese. But in the final analysis and after five years working in a firm, I opted for the profession of bailiff". Following the law on the privatization of the profession, changes have been







extremely positive : more financial and legal responsibilities, more flexibility and rising incomes.

The organization of the bailiff's work is divided into two types of complementary activities. Firstly, the office work concerning administration and the clientele ; secondly, external work visiting clients or the court. There are internal regulations to be observed, such as the obligation to open the office 5 days a week, but without precise hours being specified. The bailiff must also post up his reception/ visiting hours on the door of his office : for example, from 6 a.m. to 10 p.m. visits to clients, or 2 days per week at the office, for example Monday morning and Thursday afternoon until late in the evening.

Apparently it is not at all a sinecure for the independent bailiffs but they are deserving of their new prerogatives. The content and quality of the work carried out has been improved, thanks to advanced methods and techniques. The bailiff who receives a writ by fax can at the same time store it in the memory of his computer. Property seizures, mortgages and auctioning of cars or furniture make up the greater part of daily activity. Moreover, in the event of disputes, the bailiff must attend the court personally twice a week to take cognizance of writs and if necessary carry out corrections to documents incorrectly filled out.

## **The private individual is protected by the law, which does not seize furniture in everyday use for the benefit of the office.**

Generally seizures involve either movable property (gold, silver, valuable papers, foreign currency, cars) or fixed property, such as a house, on which the bailiff can

impose a "legal indebtedness" in the same manner as a mortgage. Similarly, the practice of salary seizure is common and the debtor receives only a portion of his salary. With regard to private individuals, they are protected by the law, which does not allow to seize property in everyday use (beds, chairs or tables) for the benefit of the office.

As for sales by auction of fixed property, the municipality fixes a price and the bailiff increases or reduces this according to the scenario. For furniture on the other hand, the bailiff fixes the price directly on the spot. If the debtor does not agree with the price set he may demand a valuation but is obliged to declare the sum specified, while being certain of reimbursement if the case should arise. The valuation margin of a piece of property is 25% above or below its original price.

## **Debtors are mainly private individuals and the too numerous limited liability companies.**

Generally the evictions take place in proportion with the standard of living of the city areas under consideration. So one finds only around ten evictions per annum in the 2nd arrondissement, which is the richest, as against around one hundred in the 8th, which is the poorest. One must note that Hungary, a former satellite country, freed from the communist yoke, must again endure economic difficulties and social irregularities during its reconstruction on the basis of a capitalist system.

- In the case of mortgages, the procedure takes place in two stages. First the decision to serve notice, with the registering and publication of the property mortgaged. If there are several creditors,

there is a seizure order which must be followed : 1 - salaries ; 2 - movable property ; 3 - fixed property. Then the seizure by the bailiff, who prior to this serves the debtor and the creditor with a copy of the notice, giving a time limit for payment of 15 days. At this stage the creditor may negotiate with the debtor. However, as in France, it is much easier for the creditor to negotiate with a bailiff who has been appointed and who in principle is in a better position to give an objective definition of the debtor's true living conditions. Finally, if the payment of arrears does not take place within the 15 days, the bailiff fixes the date for sale by auction with the court which will be carried out by specialized judges designated to execute this task.

In short, despite certain procedural shortcomings, such as restrictions in the rights of the non-commissioned bailiff to give a valuation of the property, the system is efficient. When will we have auctions abroad by fax ? We all hope to see this.

Formerly Mr Jobai Gabor worked in a court under the authority of the head of the state department for tax arrears. Today he is paid entirely by his clients. Oddly enough the serving of a writ does not involve, as in Belgium for example, the payment of a tax. Moreover, in Hungary, there is a custom which stipulates that "bailiffs may only touch that which they have already seized or had". As Maitre Gabor explained to us "it is a routine in two stages":

First the bailiff values the furniture, giving copies of the writ to both the debtor and his creditor.

Then the bailiff fixes an order for the so-called "diplomatic" seizing of an essential piece of furniture.

Finally, in Budapest there are 23 bailiffs for 23 districts. If a bailiff from outside comes into another bailiff's district on a specific mis-

